

Mittal accorde un sursis à Gandrange

SIDÉRURGIE

LES FAITS. À l'issue de sa rencontre hier avec Nicolas Sarkozy, Lakshmi Mittal s'est donné jusqu'en avril pour discuter de « solutions alternatives » à la fermeture partielle de l'usine lorraine.

Il aura fallu un rendez-vous à l'Élysée pour arracher à Lakshmi Mittal un sursis de deux mois à son projet de fermeture partielle de l'usine de Gandrange (Moselle). En sortant de son rendez-vous avec Nicolas Sarkozy, hier après-midi, le PDG d'ArcelorMittal a promis qu'il allait discuter jusqu'à « début avril » avec les syndicats de « solutions alter-

natives viables » à son projet qui prévoit la suppression de 595 des 1.108 emplois de cette aciérie lorraine. Ceci tout en confirmant qu'en tout état de cause le reclassement des personnels serait assuré grâce à un fonds de 20 millions d'euros.

En fait, salariés et syndicats avaient déjà obtenu la semaine dernière un délai pour présenter leur « contre-projet industriel ». Le principe de la négociation d'un accord de méthode, qui fixera notamment un calendrier, a été acté le 25 janvier, confirmant l'engagement pris la veille par Arcelor-Mittal d'accorder « le temps nécessaire à l'étude d'un contre-projet ».

La CFDT, dont deux représentants ont été reçus hier matin par des conseillers de l'Élysée, travaille à une pro-

position qui permettrait de conserver tous les emplois à Gandrange, évitant leur transfert notamment au Luxembourg, comme le propose Arcelor-Mittal. « Ce délai de deux mois serait-il suffisant pour mettre en place un dossier solide, argumenté et chiffré ? » s'interrogeait hier Patrick Auzanneau, délégué CFDT en Lorraine.

TROIS ÉLÉMENTS À DISCUTER

Pour l'heure, ce « contre-projet » prévoit principalement trois éléments. D'abord des investissements de l'ordre de 25 à 30 millions d'euros pour rénover le four électrique. Conçu en 1993 par Usinor, ce four unique au monde qui travaille à la fois à partir de ferraille et de fonte n'a jamais permis d'obtenir des taux de rendement élevés. En deuxième lieu, la CFDT de-

mande des investissements pour la formation. L'usine a embauché 300 personnes ces trois dernières années, sans que le transfert des savoir-faire soit assuré. « Gandrange a perdu les compétences nécessaires pour gérer cet outil particulier », confirme un spécialiste. Enfin, le syndicat souhaite une modification du carnet de commandes. « Aujourd'hui, les bons clients sont dirigés vers l'usine allemande, nous écopons des petites commandes, difficiles et coûteuses à satisfaire », affirme Patrick Auzanneau. Les activités fermées à Gandrange doivent être transférées dans l'usine de Duisburg (Allemagne) du groupe, dont l'approvisionnement en fonte est assuré par un contrat long terme avec ThyssenKrupp. ■

MARIE-CAROLINE LOPEZ